

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMPOST OISE - FERME DU BOIS (ex Sté des Espaces Verts)**

Ferme du Bois de Monchy  
60113 Monchy-Humières

Références : IC-R/094/26-NEC/SF  
Code AIOT : 0005106549

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement COMPOST OISE - FERME DU BOIS (ex Sté des Espaces Verts) implanté Ferme du Bois de Monchy 60113 Monchy-Humières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel, où le site est classé P2 (priorité basse / inspection tous les trois ans) en raison de son statut d'installation IED (Industrial Emissions Directive). L'objectif est de vérifier la conformité de l'exploitation vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF WT (Waste Treatment) et des dispositions de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMPOST OISE - FERME DU BOIS (ex Sté des Espaces Verts)
- Ferme du Bois de Monchy 60113 Monchy-Humières
- Code AIOT : 0005106549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation COMPOST'OISE, exploitée par l'EURL La Ferme du Bois, est une plateforme de compostage de déchets verts située à Monchy-Humières (60).

Le site s'étend sur 29 000 m<sup>2</sup> totalement imperméabilisés (incluant une extension de 7 000 m<sup>2</sup>).

L'activité relève des rubriques 2780-1.a (compostage) et 3532 (traitement de déchets non dangereux > 75t/j - Régime IED).

Le process comprend la réception, le broyage, la fermentation aérobie en andains, la maturation et l'affinage. La gestion des eaux est réalisée en circuit fermé intégral avec récupération des lixiviats et eaux pluviales dans deux bassins de 1 500 m<sup>3</sup> pour réutilisation en arrosage de process.

Le fonctionnement du site est réglementé par les arrêtés préfectoraux du 01/10/2019, 02/02/2019 et trois donnés acte des 16/06/2016 (antériorité IED), 14/10/2022 et 01/03/2023 (applicabilité du BREF WT).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et les constatations de terrain réalisées lors de la visite d'inspection du 11 mars 2026 justifient une actualisation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019. Les points suivants doivent être abrogés et remplacés pour mettre en adéquation les prescriptions avec les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et la situation réelle du site :

- Pérennisation de l'imperméabilisation (Art II.5.1) : les dispositions limitant l'extension de 7 000 m<sup>2</sup> à un usage « provisoire » pour le gros bois et le matériel doivent être levées. Le constat d'un enrobé étanche (8/10 cm) sur la totalité du site (29 000 m<sup>2</sup>) raccordé au système de collecte permet de rendre cette exigence d'étanchéité définitive pour toutes les phases du process (réception, broyage, stockage), conformément à la MTD 19.
- Confirmation du fonctionnement en circuit fermé (Art II.2.2) : il convient d'acter le principe de « Zéro rejet » liquide vers le milieu naturel. L'installation fonctionne en circuit fermé intégral : toutes les eaux de process et de ruissellement sont collectées et dirigées vers les bassins pour recyclage (arrosage des andains). Cette gestion, conforme à la MTD 20, rend sans objet les anciennes prescriptions de rejet.
- Mise à jour de la capacité et du suivi des bassins (Art II.2.3) : l'APC doit être modifié pour refléter la présence de deux bassins de rétention (capacité totale de 3 000 m<sup>3</sup>) au lieu d'un seul. Par ailleurs, en application de l'article 14 de l'arrêté ministériel de 2021, la prescription doit désormais intégrer l'obligation de surveillance sanitaire annuelle (absence de Salmonelles) pour autoriser la réutilisation des eaux résiduaires dans le process.
- Suppression des contraintes de prélèvement (Art II.6.1) : le site étant autonome par le recyclage, l'obligation de contrôle du dispositif anti-retour sur le réseau public et le suivi des prélèvements en nappe sont sans objet. Ces dispositions sont remplacées par un suivi des volumes d'eau recyclés (compteurs sur pompage), conformément à la MTD 3 sur l'efficacité de l'utilisation des ressources.

- Abrogation des VLE atmosphériques (Art 9.2.1) : les valeurs limites d'émission (VLE) canalisées sont inapplicables en l'absence de cheminée. La surveillance des émissions diffuses et des odeurs est désormais couverte par les articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et le Plan de Gestion des Odeurs (PGO).
- Requalification du périmètre et du statut IED : l'APC doit être actualisé pour intégrer la rubrique 3532 (Régime IED) en lieu et place de la seule rubrique 2780. Le périmètre IED doit être officiellement acté comme identique au périmètre ICPE (29 000 m<sup>2</sup>), suite au dépôt du dossier de définition du périmètre par l'exploitant en juin 2021, validant l'absence de nécessité d'un rapport de base au vu de l'étanchéité totale du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 1  | Rubrique 2780-1.a               | AP Complémentaire du 08/02/2019, article 1.2.1    | Sans objet        |
| 2  | Imperméabilisation du site      | AP Complémentaire du 08/02/2019, article II-1.5   | Sans objet        |
| 3  | Entreposage des déchets         | AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.1.6   | Sans objet        |
| 4  | Déchets admis sur le site       | AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.2.1   | Sans objet        |
| 5  | Traitement des effluents        | AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.5.2.2 | Sans objet        |
| 6  | Suivi de la consommation en eau | AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.6.1   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des engagements fermes pour la mise en conformité IED avant l'échéance du 17 août 2022. La visite confirme une bonne gestion des flux et une infrastructure robuste (étanchéité totale, bassins de rétention dimensionnés). Les analyses d'eaux résiduelles de décembre 2025 confirment l'absence de Salmonelles, validant la maîtrise sanitaire des lixiviats réutilisés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rubrique 2780-1.a**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/02/2019, article 1.2.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, La quantité de matières traitées    |

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 2780-1.a du tableau de classement :<br/> <i>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.</i><br/> 1. <i>Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :</i><br/> a) <i>La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j</i></p> <p>21 000 t/an soit 83,3 t/j sur 240 jours de fonctionnement</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'activité 2025.<br/> L'examen du rapport révèle que l'installation a traité un tonnage annuel de 16229,05 tonnes, ce qui correspond à une moyenne journalière de 67,62 tonnes sur la base de 240 jours d'exploitation, respectant ainsi le plafond d'autorisation de 21 000 t/an fixé par l'article 1.2.1 de l'APC du 8 février 2019 tout en confirmant le classement sous la rubrique 3532 du régime IED en raison de sa capacité technique supérieure à 75 t/j, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 2 : Imperméabilisation du site**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/02/2019, article II-1.5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les aires mentionnées à l'article II.1.1 sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection confirme que toutes les aires de stockage (intrants et produits finis) sont recouvertes d'un enrobé de 8 à 10 cm d'épaisseur. Un fossé circulaire ceinture l'extension pour capter les eaux de pluie en cas d'orage, lesquelles rejoignent les eaux de la plateforme pour être traitées dans le décanteur-déshuileur avant stockage. Le système de rétention, composé de deux bassins de 1 500 m<sup>3</sup> chacun, est dimensionné pour accueillir les eaux résiduaires et pluviales de la totalité du site (zone initiale + extension). Cette configuration assure une protection optimale des sols et une gestion rigoureuse des eaux conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et à la MTD 19 du BREF WT, garantissant l'absence d'infiltration vers la nappe.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 3 : Entreposage des déchets**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.1.6</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires identifiées réservées</p>                |

|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.<br/>[...]</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, l'organisation spatiale permet une séparation nette entre les matières entrantes (déchets verts bruts) et les composts en cours de maturation ou produits finis, grâce à des aires identifiées et réservées à chaque flux. L'exploitant assure un stockage par lots, permettant un suivi individualisé de la traçabilité et des paramètres de fermentation, répondant ainsi aux exigences de l'article 10 de l'AM du 27 mai 2021. Cette gestion rigoureuse par lots est également conforme aux recommandations du BREF WT pour garantir la qualité sanitaire du compost et la maîtrise des processus biologiques.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 4 : Déchets admis sur le site

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.2.1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intrants</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont admissibles, sur le site de Monchy-Humières, pour la production de compost destiné à la mise sur le marché les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets verts issus des services techniques municipaux chargés de la création et de l'entretien des espaces verts communaux,</li> <li>• les déchets verts issus des paysagistes, des entreprises d'entretien d'espaces verts et des organismes publics et privés disposant de leur propre personnel d'entretien,</li> <li>• les déchets verts issus des particuliers par l'intermédiaire de collectes sélectives en porte à porte ou par apport volontaire.</li> </ul> <p>Les déchets verts sont constitués de tontes de gazon, taille de haies, branches d'élagage, feuilles, souches et troncs, etc.<br/>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site réceptionne exclusivement des déchets verts issus de services techniques municipaux, de paysagistes et de collectes sélectives (tontes, tailles, feuilles, souches), conformément à la liste des matières admissibles définie par son arrêté. Seuls les déchets présentant un intérêt agronomique pour les sols ou la nutrition des plantes sont acceptés pour la production de compost normé NFU 44-051. Cette limitation stricte aux seuls déchets organiques biodégradables est en adéquation avec l'article 2 de l'AM du 27 mai 2021 et les objectifs de valorisation matière définis par le BREF WT, excluant tout risque de pollution par des indésirables ou des déchets non autorisés.</p>  |

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Traitement des effluents**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.5.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Effluents recueillis

**Prescription contrôlée :**

Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante :

- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs définies à l'annexe II. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée périodiquement par l'exploitant;
- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle;
- les eaux résiduares et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent a minima les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets. La surveillance de la qualité des rejets sera effectuée, à minima, semestriellement.

Les eaux recueillies dans le fossé circulaire de la zone d'extension respecteront les mêmes modalités de traitement que précisées ci-dessus. Elles rejoignent les eaux de la plateforme pour être traitées dans le décanteur-déshuileur.

Le bassin de rétention du site est dimensionné pour pouvoir accueillir les eaux résiduares et pluviales de la totalité du site (zone initiale + extension).

**Constats :**

Les effluents recueillis sur l'ensemble du site (plateforme et extension) sont intégralement recyclés pour l'arrosage ou l'humidification des andains. Le site dispose de deux bassins de rétention en PEHD 1,5 mm thermosoudé totalisant 3 000 m<sup>3</sup>, permettant un fonctionnement en circuit fermé sans rejet au milieu naturel. L'analyse microbiologique du 12 février 2026 (cf. rapport L.A.N.A.E. n°LIMS EREL25049071) confirme l'absence de Salmonelles dans ces eaux, validant ainsi la conformité aux exigences sanitaires de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021. Cette gestion par recyclage systématique des lixiviats et eaux de process répond directement aux objectifs de réduction des rejets liquides fixés par la MTD 20 du BREF WT.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Suivi de la consommation en eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/02/2019, article II.6.1

|   |
|---|
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant tout retour d'eau de l'installation exploitée vers la nappe ou le réseau public. Ce dispositif est contrôlé au moins une fois par an.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Bien que l'établissement ne réalise aucun prélèvement dans le milieu naturel ou le réseau public, l'intégralité des besoins en eau étant couverte par le recyclage des eaux stockées dans les deux bassins de rétention, l'exploitant assure un suivi de l'efficacité de l'utilisation de la ressource conformément à la MTD 3 du BREF WT et à l'article 14 bis de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021. Ce suivi est opéré par des dispositifs de mesure (compteurs volumétriques) installés sur le circuit de pompage alimentant l'arrosage des andains, permettant de comptabiliser les volumes réutilisés dans le process. Cette gestion en circuit fermé intégral démontre une optimisation maximale de la ressource en eau, en totale adéquation avec les principes de l'économie circulaire et les exigences IED de réduction des prélèvements.</p> <p><u>Note :</u> Dans ce cas précis, les prescriptions de l'article II.6.1 de l'APC de 2019 relatives au "prélèvement dans le milieu naturel" sont sans objet techniquement. Cependant, au titre de l'IED (Article 14 bis), le site doit quand même être capable de quantifier l'eau qu'il utilise (même recyclée) pour démontrer sa maîtrise du process (bilan matière/eau).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |